

catégories moyennes et basses. Ma remarque s'applique particulièrement au cas du collègue de l'honorable ministre dans le cabinet, le ministre des Travaux publics.

Nous pensions, le printemps dernier, qu'enfin nous avions fait quelque progrès et que le gouvernement précédent, dans lequel l'honorable Walter Harris était ministre des Finances, allait enfin se mettre à l'œuvre. Les derniers mots que nous ayons entendus à ce sujet, qui étaient je crois la réponse aux questions du député de Fort-William, nous avaient donné l'espoir que vraiment on allait agir. Ce Gouvernement a été renversé sans s'être occupé de l'affaire, après tout. Maintenant que nous avons au pouvoir un nouveau Gouvernement qui se compose de membres qui ont appuyé l'idée qu'il fallait améliorer la situation, on nous répond comme le faisaient autrefois MM. Isley, Abbott et Harris: "La question est à l'étude".

Le ministre a déclaré que les intentions du Gouvernement au sujet des autres types de pensions figuraient dans le discours du trône. Naturellement, cela fait partie de la réponse que donnait l'ancien Gouvernement. L'une des réponses qu'a fournies le Gouvernement au ministre des Travaux publics, alors qu'il n'était que député de Vancouver-Quadra, était que, depuis que nous avons commencé à réclamer l'amélioration du sort des fonctionnaires retraités, on avait rendu la pension de vieillesse accessible à tous, ce qui améliorerait effectivement la situation de ces gens. Cette réponse n'a pas satisfait le ministre des Travaux publics, alors qu'il siégeait de notre côté de la Chambre à titre de représentant de Vancouver-Quadra. Je ne puis encore croire qu'il est satisfait. Il ne manque certes pas de formuler encore au ministre des Finances les demandes qu'il adressait au Gouvernement l'an dernier, maintenant qu'il jouit d'une influence plus grande qu'auparavant.

En ce domaine non plus je ne crois pas que le ministre des Finances doive s'astreindre au silence. Il devrait nous dire si la réponse qu'il a fournie l'autre jour, quand on a demandé de ce côté-ci l'adoption de mesures, était simplement une réponse classique ou si nous devons vraiment nous attendre que le nouveau Gouvernement remplisse la promesse sous-entendue, savoir que le sort de ces gens sera amélioré? A mon sens, cette réponse découlait de l'attitude de nos amis d'en face à l'époque où ils faisaient partie de l'opposition.

Je n'ai pas le dossier ici, mais on a maintes fois mentionné le grand nombre de personnes qui ne touchent que de faibles pensions, malgré les services fidèles qu'ils ont rendus à

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

l'État. Nous sommes aujourd'hui d'avis, comme l'étaient auparavant les conservateurs, que l'État doit être un employeur modèle. J'espère que le ministre des Finances ne laissera pas échapper l'occasion de traiter cette question à fond et de se prononcer de façon plus encourageante qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

M. McCullough: Monsieur le président, je crois que nous avons déjà pu constater depuis le début de cette session que le ministre des Finances semble afficher envers le Parlement une grande réserve à l'égard de ce que sera exactement la politique du Gouvernement. A l'ouverture d'une nouvelle session du Parlement, les députés ont naturellement, en général, l'esprit chargé des problèmes de leurs circonscriptions, et la plupart d'entre nous ont certainement hâte d'en exposer quelques-uns. Je n'ai pas l'intention ce soir d'essayer de passer en revue tous les problèmes de mes commettants, et encore moins de toute la population canadienne, pas plus que je ne me propose d'épuiser les diverses questions que je veux aborder. Mais puisque le Gouvernement vient demander au Parlement de voter des crédits supplémentaires pour lui permettre de remplir ses fonctions, il me semble qu'un certain nombre de choses méritent d'être mises en lumière dès le début de la session.

Ma circonscription est naturellement surtout agricole et les problèmes de cette industrie ont droit à la première place dans mon esprit. Cet après-midi, certains de mes collègues ont fait part au comité de la situation où se trouve l'agriculture. Je dirais même que, pendant la campagne électorale, les partis proclamaient à qui mieux mieux ce qu'ils allaient faire pour cette industrie essentielle au Canada. Je ne veux pas traiter tous ces problèmes maintenant, mais j'aimerais faire remarquer au ministre de l'Agriculture et au gouvernement que l'agriculture est actuellement sur une pente incontestablement alarmante et que ce n'est plus seulement le cultivateur pauvre qui abandonne sa ferme, mais aussi maintenant les meilleurs de nos cultivateurs. Ce n'est pas le résultat qu'on pourrait attendre d'une plus grande mécanisation de l'exploitation agricole; il s'agit purement et simplement de la question de l'impasse où se trouve le cultivateur, coincé entre le coût de production et les prix. Quelques-uns de nos anciens combattants les plus méritants, qui ont passé peut-être une dizaine d'années sur la ferme, quittent maintenant l'exploitation agricole parce qu'ils n'arrivent pas à se maintenir.

En parcourant ma circonscription, j'ai sous les yeux le très décourageant spectacle non pas d'un seul mais de douzaines de jeunes